



CCPA
CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

ABGF 2010

Mars 2010

REMETTRE LE CANADA AU TRAVAIL | ALTERNATIVE BUDGÉTAIRE POUR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL 2010

Remettre le Canada au travail Un plan d'emploi en six points

La récession mondiale de 2008–2009 a ravagé le marché du travail du Canada avec la violence d'un cyclone, laissant derrière elle une traînée dévastatrice de chômage.

Un an après le début de la récession au Canada, 490 000 emplois à plein temps avaient été anéantis, imposant un lourd fardeau au fragile système d'assurance-emploi (AE) du Canada. Les victimes de la récession du Canada, en l'occurrence les 1,5 million de chômeurs officiels, n'ont quant à elles guère de secours à attendre. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la croissance de l'emploi à plein temps a été léthargique. La majorité des chômeurs du Canada sont obligés d'accepter des emplois à temps partiel ou temporaires qui sont moins bien rémunérés que le travail qu'ils faisaient avant que la récession frappe.

Ils se font également la concurrence sur un marché du travail plus petit : au cours de l'année dernière, le Canada n'a ajouté que 55 000 nouveaux emplois à temps partiel et 119 000 nouveaux emplois temporaires. Cela ne suffit pas, et de loin, à remplacer les près de 500 000 emplois à plein temps qui as-

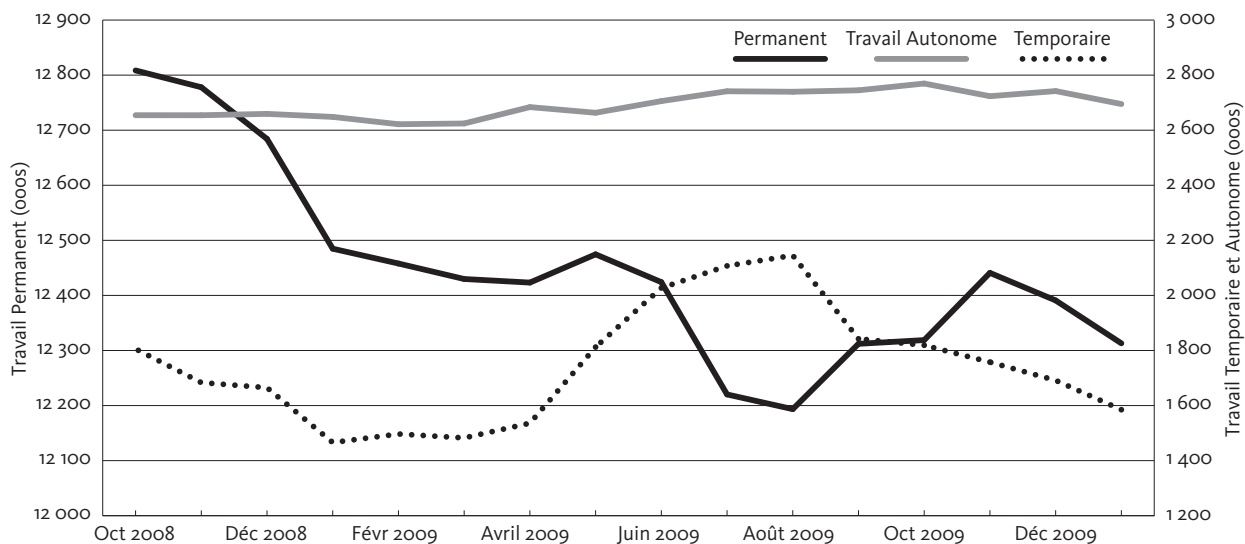
suraient la subsistance de la classe moyenne du Canada avant la récession.

Les Canadiens ne manquent pas de ressources. L'été dernier, plus de 100 000 chômeurs du Canada ont accroché une enseigne à leur porte et rejoint les rangs croissants des travailleurs autonomes comme moyen de composer avec le chômage colossal. Mais la plupart des emplois autonomes rapportent moins et sont bien moins sûrs que les emplois à plein temps qu'ils occupaient jadis. Pour de nombreux chômeurs, ils constituent un pis-aller temporaire, non une solution permanente.

Entre-temps, 55 000 Canadiens sont des travailleurs découragés qui ont tout simplement abandonné la recherche de travail. Cette situation est déconcertante, parce que plus il faut de temps pour trouver un emploi à la suite de mises en disponibilité massives, plus il est difficile d'en trouver un qui correspond au revenu antérieur¹.

Or, des ennuis supplémentaires pointent à l'horizon : environ 810 000 bénéficiaires de l'AE sont à la veille d'épuiser leurs prestations au cours des prochains mois et n'ont rien vers quoi se tourner.

GRAPHIQUE 1 La récession efface des emplois permanents, augmente le travail temporaire et autonome



Le Canada, le petit pays qui a échappé au pire de l'effondrement économique mondial, est confronté à sa pire crise de l'emploi depuis plus d'une décennie.

La récession au masculin du Canada se transforme en une timide au féminin

La récession de 2008–2009 n'a pas touché tous les Canadiens de la même façon. Les travailleurs de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ont subi le gros des pertes d'emploi : ils représentent 80 % des chômeurs du Canada depuis octobre 2008. Les hommes ont été plus durement touchés que les femmes. Et les jeunes travailleurs ont encaissé un rude coup.

Bon nombre des chômeurs du Canada travaillaient auparavant dans des emplois de la classe moyenne qui ne font pas moins de vouloir rebondir. Ce sont surtout les hommes à l'âge d'activité maximale qui ont été le plus durement touchés dans ce qui se révèle être la *récession au masculin* du Canada. Les trois quarts (76 %) des pertes d'emploi du Canada ont frappé des hommes en âge de travailler, dont bon nombre sont encore à la force de l'âge (25 à 55 ans). Leurs perspectives d'avenir sont sombres : il semble que les pertes d'emploi soient permanentes dans les secteurs de la fabrication, de la construction, des transports, des services d'appoint aux entreprises et à la construction, des services professionnels, scientifiques et techniques.

À mesure que des jeunes pousses percent timidement, on enregistre quelques nouvelles offres d'emplois permanents, mais elles sont insignifiantes en comparaison des emplois permanents qui existaient avant la récession, et une partie considérable du travail destiné aux hommes est proposée dans les secteurs de la restauration, du logement, des soins de santé et de l'administration publique. Il s'agit de secteurs qui étaient jadis dominés par les femmes, mais la récession de 2008–2009 a balayé les femmes de bon nombre de ces emplois permanents, et ce sont les hommes qui les remplacent lorsque ces secteurs commencent à réembaucher.

Quant à la reprise économique du Canada, il s'agit principalement d'une *reprise au féminin*, car les femmes (particulièrement celles de plus de 55 ans) réalisent les plus forts gains d'emploi. Cependant, la majorité de ces nouveaux emplois sont des contrats occasionnels, saisonniers et des emplois autonomes. Tout comme les hommes, les femmes ne retrouvent pas les emplois permanents à plein temps de la classe moyenne qu'elles ont perdus avant que la récession frappe le Canada.

Les jeunes Canadiens qui essayaient de prendre pied sur le marché du travail du Canada avant la récession de 2008–2009 ont encaissé un coup particulièrement rude. Environ 114 000 travailleurs âgés de 15 à 24 ans ont quitté la population active du Canada depuis octobre 2008. Aux jeunes Canadiens qui ont la chance de trouver du travail, on propose des emplois saisonniers ou occasionnels sur demande au lieu de possibilités d'emploi permanent. Ceci fait surgir de nouvelles questions au

sujet de la stabilité financière des jeunes familles du pays au moment où nous émergeons du pire moment de la récession.

D'aucuns attribuent la perte des « bons » emplois, en l'occurrence ceux qui sont bien rémunérés, qui comportent des avantages sociaux et des heures fiables, à la fabrication, dont l'importance ne cesse de baisser. D'autres voient l'augmentation du nombre de postes temporaires comme une prolifération importante de points d'entrée sur le marché du travail. Cependant, le schéma des pertes d'emplois permanents et des augmentations minimales du travail temporaire touche tous les âges et tous les secteurs. Lorsqu'il s'agit d'emplois, le Canada a perdu bien plus que ce qu'il a récupéré.

En définitive, les travailleurs ont moins de contrôle sur le type de travail qu'ils font, sur les heures de travail sur lesquelles ils peuvent compter et sur leurs taux de rémunération. Cette perte de contrôle rend plus difficile de planifier la vie, de payer les hypothèques, de faire baisser les emprunts, d'épargner pour se constituer un bas de laine. Bref, la crise de l'emploi du Canada représente une nouvelle menace à la durabilité de la classe moyenne du Canada.

Régler la crise de l'emploi du Canada

À en juger par les deux dernières récessions du Canada (il y a 20 et 30 ans), il pourrait falloir jusqu'à sept ans pour que le Canada récupère les emplois à plein temps qui ont été anéantis aux pires moments du ralentissement économique.

Comme les jeunes pousses de l'économie du Canada en sont à leurs premiers jours, il est difficile de dire combien de temps la souffrance durera. Une chose est claire cependant : le pays, et particulièrement les régions qui ont été touchées le plus durement par le chômage, ne peuvent se permettre d'adopter une attitude attentiste.

Des Canadiens à mi-carrière et à la force de l'âge ont été obligés de rester sur le banc pendant l'année dernière et ne peuvent se permettre une rétrogradation à un poste à temps partiel ou temporaire moins bien rémunéré et sans sécurité. En outre, une nouvelle génération de jeunes travailleurs est à l'affût d'annonces d'emplois pour réaliser les rêves de leur vie.

Ce qui saute aux yeux, c'est que plus d'un an après le début de la récession, le secteur privé du Canada ne monte pas au créneau pour combler le vide. Le gouvernement du Canada doit soit songer sérieusement à créer des emplois, soit en payer le prix pendant des années à venir, peut-être même au

coût d'une génération perdue. La bonne nouvelle est qu'une solution favorable et réalisable est à portée de main.

Cette année, l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral (ABGF 2010) reconnaît au départ que les pouvoirs publics ne peuvent remplacer tous les emplois du secteur privé que les Canadiens ont perdu au cours des 18 mois précédents, mais il peut, et il devrait, assumer le leadership qui rendra possible la reprise du secteur privé. L'ABGF 2010 propose un **Plan d'emploi en six points** pour remettre le Canada au travail.

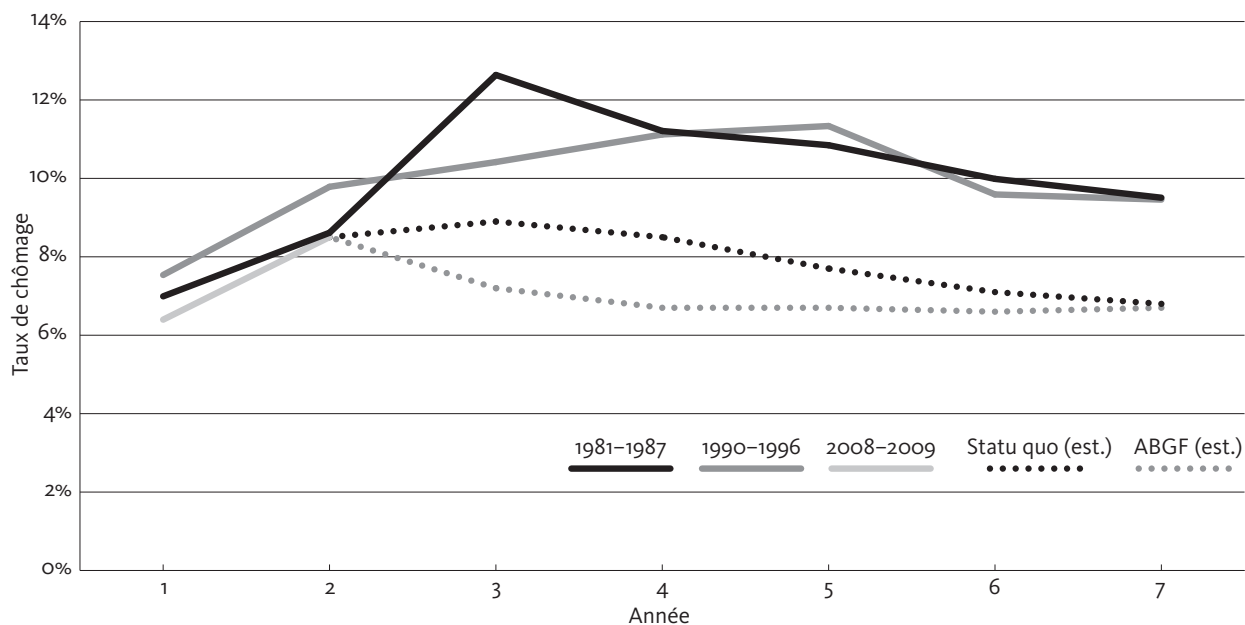
Le plan d'emploi en six points de l'ABGF 2010

1. Protéger les chômeurs
2. Soutenir les dépenses de stimulation
3. Redynamiser l'assise manufacturière du Canada
4. Créer les emplois verts de demain... aujourd'hui
5. Mettre la jeunesse au travail
6. Renforcer la confiance des consommateurs

1. Protéger les chômeurs. Pour les victimes les plus durement touchées de la récession, en l'occurrence les chômeurs du Canada, l'ABGF 2010 fait ce que le gouvernement Harper a refusé de faire jusqu'à présent : faciliter la transition de l'une des pires récessions dans les annales vers une économie prospère et plus durable qui profite à tous les Canadiens. Le premier point à l'ordre du jour du gouvernement fédéral consiste à conjurer la crise qui attend les 800 000 bénéficiaires de l'AE du Canada qui sont à la veille d'épuiser leurs prestations au cours des prochains mois. Comme aucun emploi ne les attend, la majorité se retrouvent sur les listes du bien-être social ou pire. Au lieu d'abandonner les chômeurs, l'ABGF 2010 arrange le système de l'AE afin de prendre en compte le fardeau supplémentaire du chômage en période de récession et d'écartier une crise nationale lorsque les 810 000 bénéficiaires de l'AE épuiseront leurs prestations au cours des prochains mois. L'ABGF 2010 investit plus de 10 milliards de dollars dans la réforme de l'AE sur trois ans.

2. Soutenir les dépenses de stimulation. Le train de mesures de stimulation de 2009 des Conservateurs proposait trop peu de choses trop tard pour créer suffisamment d'emplois à plein temps pendant le pic de la récession. La crise de l'emploi montre que le besoin de dépenses de stimulation est toujours impérieux au Canada. En fait, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont tous deux prévenu les gouvernements qui retirent leur train de mesures de stimulation trop

GRAPHIQUE 2 Le chômage lors des précédentes récessions et prévisions du plan d'emploi de l'ABGF



rapidement qu'ils risquent de provoquer un autre plongeon dans une récession mondiale. Le train de mesures des Conservateurs met également fin aux dépenses de stimulation précisément au moment où le chômage atteindra un plateau élevé, laissant les chômeurs se débrouiller tout seuls pendant que l'économie s'achemine vers la reprise. Le danger d'une telle approche est que le chômage élevé risque de perdurer, comme il l'a fait pendant les années 1990, pendant une demi-décennie jusqu'à ce qu'il retombe. Au lieu de refuser un second cycle d'investissements de stimulation, comme le gouvernement Harper laisse entendre qu'il le fera, l'ABGF 2010 maintient le flot de fonds de stimulation pour créer davantage d'emplois, conserver le dynamisme des collectivités, s'attaquer aux problèmes trop longtemps négligés de l'effritement des infrastructures et empêcher la fragile reprise du Canada de plonger dans une récession. Il s'agit de l'un des aspects les plus puissants du plan d'emploi en six points de l'ABGF 2010, qui produit bien plus de rendement pour l'argent investi en réorientant un montant équivalent au plan de stimulation des Conservateurs de façon à soutenir des investissements qui créent de l'emploi dans l'infrastructure matérielle et sociale, jusque loin en 2011. L'ABGF 2010 engage environ 15 milliards de dollars par an dans des investissements de stimulation pour créer des emplois (au lieu de réductions d'impôt) jusqu'à ce que le secteur privé fonctionne de nouveau à plein régime. L'investissement a un double effet, car il améliore l'infrastructure matérielle du Canada qui s'effrite et renforce son infrastructure sociale – des investisse-

ments dans les villes, les soins de santé, la garde d'enfants, la large bande et le logement à prix abordable. L'ABGF 2010 crée des emplois où le secteur privé ne le fait pas, et permet par conséquent à nos collectivités de rester plus fonctionnelles et dynamiques.

3. Redynamiser l'assise manufacturière du Canada. L'assise manufacturière du Canada a été dévastée. Le PIB du secteur de la fabrication est en récession depuis 2006, se rétrécissant comme peau de chagrin en tant que part de l'économie. Plus d'un demi-million d'emplois ont été anéantis. Les exportations à valeur ajoutée élevée, exprimées comme part des exportations totales, ont chuté, passant de plus de 55 % à 35 % depuis 2000. Au lieu de laisser le secteur de la fabrication du Canada retourner à son ancien statut d'exportateur de ressources, l'ABGF 2010 investit dans un plan afin de renverser la vapeur dans le secteur, préservant et créant ainsi des emplois de la classe moyenne jusqu'à loin dans l'avenir. L'ABGF 2010 avance une stratégie globale pour développer des industries technologiques qui produisent des produits à valeur ajoutée élevée et fournissent des emplois de meilleure qualité. Pour ce faire, elle met en œuvre une panoplie d'outils stratégiques, notamment : un fonds de formation et de perfectionnement des compétences, une Banque canadienne de développement et des politiques d'approvisionnement. L'investissement de 5 milliards de dollars de l'ABGF sur trois ans insuffle une nouvelle vie au secteur de la fabrication du Canada et aide les

collectivités qui ont été le plus durement touchées par la récession de 2008–2009.

4. Créer les emplois verts de demain...aujourd'hui. On considère de plus en plus le Canada comme un traînard en matière d'environnement sur la scène internationale, mais au moyen d'un seul budget, le gouvernement fédéral pourrait effacer cet héritage terni. Un solide plan de création d'emplois verts ne fait pas seulement partie intégrante de la transformation de l'assise économique du Canada en une plateforme plus éconergétique, mais il est essentiel à la création d'une société qui fait en sorte que des services fondamentaux (eau propre, logement, éducation, soins de santé, garde d'enfants, transports, télécommunications) soient accessibles à tous. L'ABGF 2010 investit presque 15 milliards de dollars sur trois ans dans l'énergie renouvelable, la sauvegarde des bassins hydrographiques du Canada et la protection de ses écosystèmes.

5. Mettre la jeunesse au travail. Les jeunes Canadiens ont été les plus rudement touchés par la récession. Ils représentent l'avenir du Canada et ils ont hâte de commencer à vivre leur vie et leur carrière. Ils ont déjà raté un été de récession, mais l'été 2010 pourrait aider les jeunes du Canada à prendre le virage. Au lieu de laisser la jeunesse canadienne attendre la fin de la récession dans le sous-sol de la maison de leurs parents ou en faisant la tournée de leurs amis, l'ABGF 2010 consent un modeste investissement de 112 millions de dollars cette année pour créer un solide programme d'emplois d'été qui permettra à la prochaine génération de Canadiens de contribuer à la croissance de l'économie.

6. Renforcer la confiance des consommateurs. L'ABGF 2010 reconnaît que la reprise économique du Canada en est à ses premiers balbutiements et prend des mesures fermes pour renforcer la confiance des clients, pour faire en sorte que les Canadiens dépensent localement pour préserver et créer des emplois dans leurs propres collectivités, une stratégie qui contribue à faire tourner l'économie du Canada et aide les Canadiens les plus pauvres à commencer à se hisser hors de la pauvreté. L'ABGF 2010 comprend que la confiance des consommateurs canadiens a des limites, mais elle a été essentielle pour empêcher que la récession soit encore plus profonde et elle est cruciale pour garantir que la fragile reprise économique du Canada se transforme en une reprise des emplois pour tous les Canadiens qui ont besoin de travailler. Trois pressions s'exercent sur la confiance des consommateurs : les Canadiens ont des niveaux d'endettement des ménages plus élevés que

jamais auparavant, au moment où le coût du logement continue de grimper et que les nouveaux emplois sont moins sûrs et moins bien rémunérés que les emplois que de nombreux Canadiens occupaient avant que la récession frappe. L'ABGF 2010 présente un plan de réduction de la pauvreté qui contribue à renforcer la confiance des consommateurs canadiens à tous les niveaux de revenu, épousant la logique formulée par le FMI et la Banque mondiale : les gens qui se trouvent au bas de l'échelle de revenu préfèrent dépenser qu'économiser le revenu supplémentaire, et ils dépensent l'argent supplémentaire presque immédiatement et localement. Cibler les mesures de stimulation sur les moins riches est la meilleure façon et la plus rapide de multiplier les effets de l'argent gouvernemental. L'ABGF 2010 consacre 25 millions de dollars sur trois ans, à peine plus que le train de réductions d'impôt de stimulation (20 milliards de dollars), afin de fournir de façon stratégique davantage d'incitatifs aux Canadiens qui ont vraiment besoin d'argent supplémentaire. Comme l'ont montré de nombreuses études, le programme de réductions d'impôt des Conservateurs apporte le plus d'avantages à ceux qui ont déjà les revenus les plus élevés ou qui réalisent les bénéfices des sociétés les plus importants. Faute de cette intervention, les gouvernements provinciaux et municipaux ramasseraient les pots cassés de l'augmentation des coûts de la récession, à mesure que les listes de l'aide sociale s'allongent et que l'itinérance empirera. L'ABGF 2010 fait s'asseoir le gouvernement fédéral à table avec d'autres ordres de gouvernement dans le cadre de la lutte pour empêcher la pauvreté.

Comme le montre le graphique 1, le Plan d'emploi en six points de l'ABGF 2010 exercerait un effet puissant sur la reprise de l'emploi, ramenant le chômage au niveau antérieur à la récession de 6,7 % avant la fin de 2011. Après cinq ans, le chômage prévu dans le plan d'emploi de l'ABGF parviendrait au statu quo, car le secteur privé aurait de nouveau commencé à embaucher.

Entre-temps, on aura épargné à des centaines de milliers de Canadiens l'outrage d'être inutilement au chômage pendant une longue période, et le fragile programme d'AE se montrerait enfin à la hauteur des épreuves de la récession.

Une stratégie pour l'emploi est bonne pour les chômeurs du Canada, mais elle est également bonne pour l'économie du pays. Le Plan d'emploi en six points de l'ABGF 2010 représente de nouveaux investissements de 27 milliards de dollars par an, soit 1,6 % du PIB. Cet investissement produira un rendement pendant des années à venir : il compense la perte de 330 000 emplois et crée une infrastructure matérielle et sociale dont

on a grandement besoin dans les collectivités de tout le pays. Après cinq ans, le Plan d'emploi en six points de l'ABGF 2010 se soldera par un faible déficit, des programmes sociaux plus solides, une infrastructure plus verte et une économie plus importante et un ratio de la dette au PIB comparable à celui que prévoit sur cinq ans le Bureau parlementaire du budget pour le scénario d'inaction du gouvernement Conservateur. De plus d'une façon, il remet le Canada au travail.

Notes

1 Craig Riddell, Département d'économie, Université de la Colombie-Britannique, *Responding to the Adult Unemployed* : Exposé présenté au Queen's International Institute on Social Policy, Université Queen's, Kingston, août 2009.



410-75 rue Albert, Ottawa, ON K1P 5E7
TÉLÉPHONE 613-563-1341 TÉLÉC 613-233-1458
COURRIEL ccpa@policyalternatives.ca
www.policyalternatives.ca

Vous pouvez télécharger ce rapport gratuitement à partir du site Web du CCPA dont l'adresse est www.policyalternatives.ca. Il est possible d'en commander des exemplaires imprimés, au prix de 10 \$, en communiquant avec le bureau national.